

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



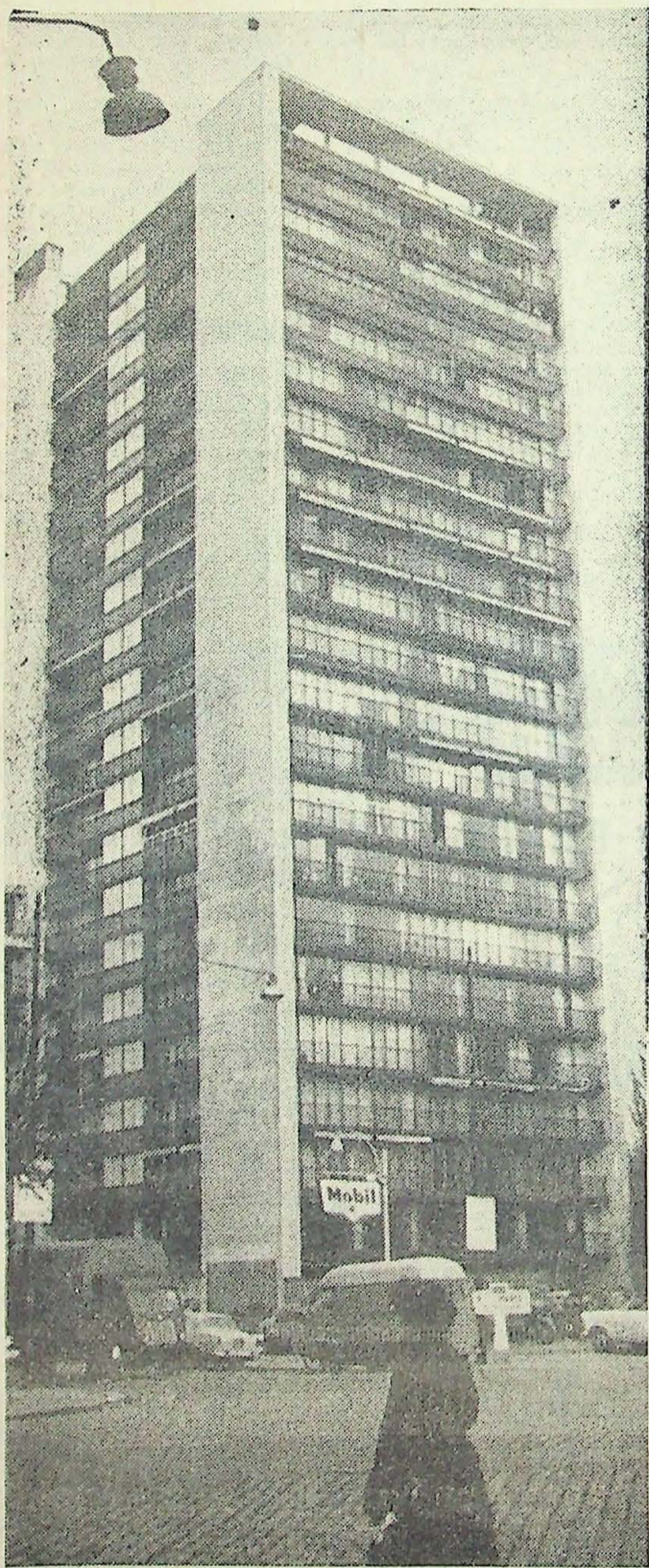
DU PARTI

SOCIALISTE UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 148. — 11 MAI 1963

Le procès du C. N. L. :
Fuite devant les responsabilités



(Ag p)

Tandis que se poursuit — à travers de nombreuses difficultés — la construction de l'immeuble du Point du Jour (ci-dessus), le procès de ses promoteurs, les hommes du C.N.L. (Comptoir National du Logement), vient de s'ouvrir. Mais le principal accusé, l'architecte Pouillon, est absent. On se rappelle qu'une maladie, fort opportune, lui avait permis

d'être admis dans une clinique d'où il s'est évadé. Aux dernières nouvelles, il serait en Algérie, où il a aussi construit... y compris pour lui-même.

Le tribunal a demandé son extradition qui n'est certainement pas souhaitée par tout le monde. En attendant, les accusés présents cherchent à dégager leurs responsabilités.

Nouvelle montée des prix : électricité et trains plus chers

Sous prétexte de lutter contre l'inflation, le gouvernement prend des mesures conformes à la tradition de la droite :
le consommateur paiera !

(Page 3)

L'actualité sociale

• Oise

Licenciement à Chantier-Thourotte

• Landes

La forêt gasconne en péril

• Saône-et-Loire

Des parents d'élèves en colère

(Lire page 11, les dépêches de nos correspondants régionaux.)

Les problèmes agricoles

La détermination des paysans et la pression de la base ont permis d'arracher des concessions au Pouvoir, mais la lutte n'est pas finie.

(Page 5)



Photo Tribune

Les agriculteurs ont défilé récemment dans les rues d'Argentan.

DE GAULLE PART EN GUERRE... CONTRE LES FRANÇAIS

LES discours passent ; les chiffres restent. Le régime gaulliste a pu changer sa politique algérienne, il a pu varier les artifices de sa propagande : sa nature de classe est toujours la même.

Les mesures financières de ces derniers jours sont nombreuses, diverses et apparemment compliquées. Les explications de la presse officielle ne sont évidemment pas faites pour les rendre claires à ceux qui vont en être les victimes. Tout cela est pourtant très simple : il s'agit, par tous les moyens, de réduire la consommation (c'est-à-dire le niveau de vie des Français).

En cette matière au moins, le régime a de la suite dans les idées. A peine le général de Gaulle siégeait-il à l'Hôtel Matignon, en attendant l'Élysée, qu'il prenait comme spécialiste financier le nommé Rueff, déjà conseiller de Pierre Laval en 1935. Les discours d'alors ressemblent comme deux gouttes d'eau à ceux d'aujourd'hui : danger d'inflation, politique d'austérité, blocage du crédit. Conséquence : le taux de croissance de la production est passé brusquement de 5,5 à 2 p. 100 par an, mais les « économies » réalisées ont permis d'engloutir de nombreux milliards dans la guerre d'Algérie.

La guerre d'Algérie est aujourd'hui terminée. Les effectifs sont réduits de plusieurs centaines de milliers d'hommes. Pourtant (force de frappe oblige), les dépenses militaires se sont accrues de 1961 à 1962, de 1962 à 1963.

Et voici de nouveau la menace de l'inflation. Ce « régime miracle », qui a bâti sa publicité sur la stabilité de la monnaie et le rétablissement de la balance des comptes, avoue sans vergogne que le

franc est menacé, les exportations déclinantes, tout l'équilibre compromis.

Mais peut-être pourrait-on réduire les dépenses militaires ? Ce serait méconnaître la nature militariste du régime ! Porté au pouvoir par les prétoriens, de Gaulle doit payer sa dette à ceux dont il s'est servi et qu'il a déçus. Il leur faut une compensation. La bombe atomique est un jouet assez gros pour eux.

Mais peut-être pourrait-on faire payer les riches, instituer un impôt sur le capital, taxer les spéculations boursières ? Ce serait méconnaître la nature capitaliste du régime ! Le très noble, le très incorruptible de Gaulle faisait déjà financer son R.P.F. par les Pigozzi (seigneurs de Simca) et d'autres grands princes de l'industrie. Les hommes de la banque sont ses conseillers. Et le proverbe a raison de dire que les loups ne se mangent pas entre eux.

Il reste donc les moutons : c'est nous qui paierons la casse.

On peut dire que le gouvernement a mis le paquet : lancement d'un emprunt à long terme ; augmentation du coefficient de trésorerie des banques ; impôt sur la hausse des salaires ; majoration de nombreux tarifs. Une partie de ces mesures paraît anodine au grand public (et c'est bien ce que l'on espère en haut lieu). Elles sont, en réalité, convergentes.

Lancer un emprunt à long terme, c'est — pour l'Etat — s'approprier des disponibilités qui ne pourront plus être utilisées ni pour la consommation, ni pour la production.

Augmenter le coefficient de trésorerie des banques (c'est-à-dire la part de liqui-

dité que celles-ci doivent conserver dans leurs coffres), c'est réduire leurs possibilités de crédit, leurs possibilités de concours au développement de la production et de la consommation.

Taxer les industriels qui augmenteraient les salaires, c'est évidemment donner au patronat un merveilleux alibi pour refuser le relèvement des salaires. C'est donc aussi restreindre la consommation.

Quant à la majoration des tarifs, cela est clair pour tout le monde : point n'est besoin d'une explication.

Voilà bien, n'est-il pas vrai, une grande politique cohérente ? C'est une véritable déclaration de guerre aux consommateurs. Pour payer les frais de la mégalomanie atomique tout en ménageant les profiteurs, il faut obliger les Français à se serrer la ceinture.

Beaucoup l'ont compris, pour qui la lutte revendicative se confond déjà, depuis bien longtemps, avec la lutte contre le régime, la lutte contre de Gaulle.

Combien, parmi ceux qui l'applaudissaient hier encore en Champagne, seront demain les victimes de sa nouvelle offensive ?

Pour nous, ces mesures financières auront au moins un mérite. Elles doivent nous aider à démasquer l'imposture.

Devant une telle politique, il ne suffit pas de grogner. Il faut comprendre que cette politique est inhérente au régime, que l'union des forces populaires est plus que jamais nécessaire, que le départ de de Gaulle et la chute de son régime sont les conditions d'un avenir meilleur.

Manuel Bridier.

POUR LE DÉSARMEMENT

A la fin de cette semaine, des « états généraux pour le désarmement » doivent se tenir à Paris. L'initiative de cette rencontre vient du Mouvement de la Paix et un certain nombre de personnalités lui ont donné leur caution.

Le Mouvement de la Paix est, comme on le sait, considéré par le parti communiste comme l'un des canaux de son action internationale. Les positions sectaires prises par le mouvement français au plus fort de la guerre froide ont considérablement restreint l'influence qu'il avait à ses débuts. Aussi son rôle est devenu, sauf en quelques départements, quasi nul.

Cette fois, cependant, son initiative a rencontré un incontestable écho dans un certain nombre de milieux. Cela prouve deux choses : d'une part, le « dégel » survenu dans les rapports entre les communistes et le reste de la gauche a ses effets sur tous les plans, d'autre part, les problèmes posés par la création de la force de frappe française préoccupent des secteurs de plus en plus importants de la population.

C'est ce qui détermine la position du P.S.U. à l'égard de ces « états généraux ». Notre parti, qui mène par ailleurs une action pour le désarmement atomique et qui encourage ses adhérents à militer dans des organisations comme le M.C.A.A., ne parti-

cipera pas à ces journées. Son bureau national est unanime à estimer que la coordination des luttes ne peut être espérée sous l'égide d'organismes comme le Mouvement de la Paix, organismes qui correspondent à une conception traditionnelle mais, à notre avis, erronée de Front unique. Cette position ne nous conduit cependant nullement à fuir un dialogue que nous croyons nécessaire. Aussi un grand nombre de sections du

P.S.U. ont-elles tenu à être représentées dans les débats préparatoires des états généraux. Cela a fourni à nos camarades l'occasion de souligner que la lutte pour le désarmement ne peut pas viser un seul camp et qu'elle doit être liée à une politique internationale concrète.

Ce dernier point est à nos yeux le plus important. Parmi les arguments qu'utilise le régime pour justifier sa force de frappe, il en est deux qui

méritent particulièrement d'être combattus : celui de l'indépendance que cette force de frappe assurerait à la France, celui de l'utilité scientifique et économique des investissements qu'entraîne sa constitution. Il faut montrer que l'indépendance dont on nous parle n'est pas une indépendance réelle, mais une simple marge de jeu dans le cadre de l'alliance atlantique. Il faut aussi souligner que des investissements militaires n'assurent pas de la manière la plus efficace le développement des industries d'avant-garde. Mais nous ne pouvons pas nous en tenir à ces constatations critiques. Il faut montrer qu'une autre voie existe : celle d'une politique européenne de désengagement et aussi celle d'une planification européenne que les cartels ne désirent évidemment pas promouvoir mais dont les forces socialistes doivent maintenant définir les grandes lignes.

Le parti communiste veut mettre ces problèmes entre parenthèses. Pour lui, il suffit de protester contre la force de frappe. Mais il ne pourra pas s'en tenir éternellement à cette attitude. Il n'y aura pas d'approfondissement du mouvement d'unité s'il n'y a pas approfondissement du programme. Et il n'y a pas de programme sérieux qui se situe hors d'une perspective internationale claire.

Gilles Martinet.

Bleuse préférera-t-il tenir son engagement ou garder son mandat ?

Voici, sans un mot de commentaire, ce que Depreux a écrit à Bleuse qui, devant être traduit devant la Commission des Conflits

pour refus de payer la cotisation prévue par les statuts et fixée par le C.P.N. sur mandat du congrès, a cru devoir quitter le P.S.U. :

Paris, le 26 avril 1963.

Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U.

à Raoul Bleuse,

Vous ne devez pas ignorer que l'article 24 des statuts vous fait obligation de vous démettre de votre mandat de député en cas de

démission du parti auquel vous appartenez et qui vous a donné l'investiture.

Veillez me faire savoir à quel moment vous tiendrez cet engagement d'honneur.

Sentiments socialistes.

Edouard DEPREUX, secrétaire national du P.S.U.

L'ALGERIE A L'HEURE DU CHOIX

III. - LA JEUNESSE, CIMENT DE L'ALGERIE NOUVELLE

Après avoir décrit ses impressions sur Alger, interrogé un pied-noir sur l'état d'esprit des Européens restés en Algérie, pris contact avec un comité de gestion d'une coopérative, Dominique Laury nous parle avec enthousiasme de la jeunesse algérienne.

SEPT années de guerre ont fait payer un lourd tribut à la jeunesse algérienne. Les jeunes ont tenu une place importante au sein de l'A.L.N., un grand nombre sont tombés les armes à la main, ou assassinés par l'armée française ou l'O.A.S. Aujourd'hui, les combats sanglants ont cessé, et une autre bataille, aussi importante que la première est engagée; celle de la reconstruction du pays. Pour cette lutte pacifique, la jeunesse algérienne se trouve encore une fois au premier plan de l'actualité.

L'appel lancé par le président Ben Bella à la jeunesse, pour qu'elle apporte son soutien à l'édification de l'Algérie nouvelle, a été largement entendu. Des milliers de jeunes participent aujourd'hui à des stages de formation accélérée d'infirmières, de mécanographes, de cadres de comité de gestion, etc.). Pour se faire une idée sur l'intérêt que porte le gouvernement algérien à la formation de sa jeunesse, il suffit d'ouvrir la presse quotidienne d'Algérie. Il n'y a pas un jour où ne s'étalent sur plusieurs colonnes des comptes rendus détaillés sur l'inauguration d'une nouvelle

teurs chargés de constituer des « brigades de travail volontaire » présente un intérêt particulier. La raison? Ce stage fait uniquement appel aux volontaires qui, en dehors de leurs occupations régulières, veulent pendant leurs périodes de loisirs encadrer des équipes de travail pour la reconstruction du pays.

C'est pourquoi, guidé par mon ami Rachid, journaliste d'Al Chaâb, qui fut pendant mon séjour en Algérie un cicérone fort précieux, je quitte le centre tumultueux d'Alger pour sa banlieue plus calme.

A une quinzaine de kilomètres d'Alger, sur la route d'Ouled Fayet, un petit village près de Chéragas, connaît une activité inaccoutumée. Dans un centre de rééducation pour jeunesse délinquante qui ressemble plutôt à un centre de convalescence (grands espaces verts, petites maisons agréables), des jeunes venus de tous les coins de l'Algérie se sont retrouvés dans ces lieux pour mieux servir leur pays.

Le but de ce stage, Mme Fawzi, chef du bureau d'études au ministère de la Jeunesse et des Sports, et res-



(Photo Tribune.)

Les stagiaires répondent aux questions de Dominique Laury.
« Il ne suffit pas de crier au socialisme pour qu'il arrive. »

sont surtout de jeunes militants issus des organisations nationales (J.F.L.N., scouts, étudiants, jeunes de l'U.G.T.A.). Ce stage a été spécialement organisé pendant la période de Pâques, pour permettre aux étudiants d'y participer.

Jeunesse... au travail

Ils sont quatre-vingts volontaire qui, profitant de leur temps libre des vacances, se sont mis à la disposition du pays. Trois semaines de cours et, de retour dans leur foyer, ils encadreront des équipes de travail. Qui sont-ils? Des ouvriers, des paysans, étudiants, militants, tous animés du même désir: aider leurs frères. Leur devise: jeunesse... au travail.

Il faut les avoir vus dans la salle des cours, sérieux, réfléchis, puis après les cours, discuter avec passion de l'avenir de l'Algérie, pour reconnaître à cette jeunesse une vitalité à la mesure des tâches qui l'attendent.

Autour de moi, un groupe de stagiaires, tous veulent parler en même temps, laissons-leur la parole:

« Je m'appelle Rezkal Taïb, je suis étudiant de Miliana. Pourquoi je suis volontaire? Parce qu'il est indispensable que toute la jeunesse participe à la reconstruction du pays. Je fais partie des J.F.L.N. Pour ce stage il y avait à Miliana de nombreux volontaires, mais seulement trois places. Je fus élu par ma section avec deux de mes camarades. »

« Je m'appelle Djehaba Arezki, j'ai 22 ans. Je suis ouvrier de Bab el Oued, j'ai lu dans le journal un communiqué annonçant le stage, et je me suis immédiatement présenté. Pourquoi? Parce qu'il faut que chacun fasse un effort pour soutenir l'action du frère Ben Bella. Nous voulons le socialisme, mais il ne suffit pas de le dire, il ne viendra pas tout seul, il faut tous participer à sa construction, c'est pourquoi je suis ici. »

Djermal, étudiant de Miliana, ajoute pour plus de précision:

« Nous ne sommes que 80, mais il y avait des milliers de volontaires, je suis sûr que tous les jeunes Algériens seraient volontaires pour ce stage s'ils en avaient la possibilité. »

Quand je leur ai demandé ce qu'ils pensaient des dernières mesures gouvernementales (nationalisations, autogestion), je me doutais certes que les réponses seraient positives, mais je ne pensais pas que ces jeunes Algériens avaient une telle maturité politique. Les réponses sont éloquentes et se passent de tout commentaire:

« Il est certain que ces mesures gouvernementales sont le résultat d'une pression populaire, elles constituent un choc psychologique très important. D'ailleurs il était temps que le frère Ben Bella prenne des décisions positives pour le bien du pays, et nous espérons qu'il ne s'arrêtera pas là. »

La direction du stage est assurée par un comité de direction composé de neuf stagiaires qui prennent ainsi contact avec les responsabilités qui les attendent dans les futures brigades de travail.

Tous les problèmes sont débattus démocratiquement entre les neuf responsables, pour que chacun puisse prendre connaissance des problèmes que pose la vie en collectivité, trois des neuf stagiaires restent en permanence, les six autres sont remplacés tous les jours. Les décisions prises en comité de direction sont proposées à l'ensemble des stagiaires et acceptées ou refusées par un vote à main levée. Le programme des cours est vaste et varié. Il y est traité: de la préparation politique des membres des brigades, des moyens et méthodes de mobilisation de la jeunesse, de la formation, de la direction du fonctionnement des brigades; des problèmes économiques; de la protection sanitaire pendant et après le travail; de la lutte contre l'analphabétisme, avec établissement d'un programme accéléré pour apprendre à lire et à écrire en deux mois aux jeunes analphabètes du camp; de la vie sociale, culturelle et sportive.

J'ai assisté à un cours, où un instructeur yougoslave expliquait à ces jeunes studieux et attentifs les problèmes que posent la discipline et la responsabilité de chacun dans une brigade de travail. J'ai vu ces jeunes venant des régions les plus diverses écouter, prendre des notes, suivre avec attention, réclamer une explication sur l'exposé de l'instructeur.

Il faut avoir vu ces jeunes dans l'action pour comprendre le phénomène algérien. Ces jeunes connaissent la rude tâche qui les attend. Ils savent qu'ils représentent les forces vives de la nation algérienne: les cadres de demain.

Dominique Laury.

Dernier article:

Mesures partielles
ou marche
vers le socialisme

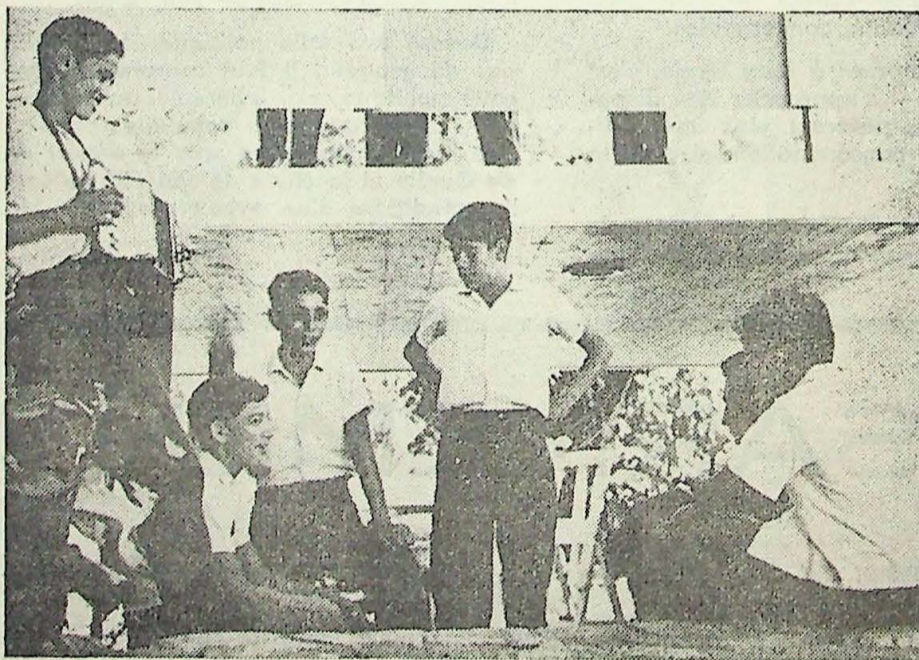
LES PROBLÈMES ÉTUDIANTS

C'est à la suite d'une erreur matérielle que l'article paru dans notre n° 146, sous le titre « Après le congrès de l'U.N.E.F. », ne portait aucune signature. Il avait été écrit par le délégué syndical du Bureau national des E.S.U.

Un certain nombre de camarades, notamment, bien entendu, parmi les étudiants, nous ont fait connaître leur désaccord avec les opinions ainsi exprimées sur les problèmes du syndicalisme étudiant.

Le Bureau national du P.S.U. précise que cet article n'engageait que sa responsabilité.

Du reste, la rubrique que Tribune Socialiste réserve aux problèmes étudiants sera ouverte à l'expression des diverses conceptions du syndicalisme étudiant.



(Photo Tribune.)

La jeunesse algérienne a réappris à sourire.

école d'ingénieurs, de cadres de l'agriculture, d'un nouveau stage de volontaires du travail, ou d'un centre de formation professionnelle accélérée.

Le recrutement, la sélection et la formation des cadres constituent une préoccupation prioritaire pour les responsables algériens. L'Algérie souffre d'un vide immense laissé par le départ de 90% des cadres français. La mise en place dans les délais les plus courts d'un encadrement capable de prendre en main la gestion des intérêts du pays, dans tous les secteurs et à tous les niveaux, est aujourd'hui un impératif pour le gouvernement algérien.

Sur la route d'Ouled Fayet...

Parmi tous les centres de formation, stages, etc., qui fleurissent actuellement dans tous les coins du pays, le stage de formation d'instruc-

tionnaire de ce stage, a bien voulu me le préciser:

« Ce stage a pour objet de former des moniteurs, appelés à encadrer un jour dans leurs régions d'habitation, des jeunes appartenant à un service de travail volontaire de la jeunesse. Le travail ne leur manquera pas dans notre Algérie convalescente: reboisement, revêtement des routes, construction de barrages, défrichages, etc. Le stage de Chéragas a été préparé avec l'aide de spécialistes yougoslaves. Après études, nous estimons que l'expérience yougoslave représente la meilleure pratique dans ce domaine. Un spécialiste yougoslave des problèmes d'encadrement de la jeunesse participe à la direction de ce stage. »

— Comment avez-vous recruté les stagiaires?

« Nous avons fait appel aux organisations de jeunesse et rapidement le nombre de volontaires s'est révélé trop important. Nous n'en avons gardé que 80, car ce stage constitue une première expérience, par la suite d'autres stages seront organisés. Ce

ISRAËL : Cohabitation

Notre camarade Ethel Blum vient de faire un séjour en Israël. Elle s'est particulièrement attachée à étudier le problème de l'intégration à la vie nationale des Arabes demeurés sur le territoire du jeune Etat. Les nouveaux troubles du Moyen-Orient soulignent l'intérêt de cette question.

AU moment où tout le Moyen-Orient bouge, où le projet de fédération Egypte-Syrie-Irak semble en train d'aboutir, où les troubles pronassériens de Jordanie posent à Israël les plus sérieux problèmes, quelle est la situation des populations arabes vivant à l'intérieur de l'Etat juif ?

Pour le moment, les événements extérieurs n'enveniment pas davantage une situation en soi délicate et l'on peut penser que, sauf en cas de conflit, l'amélioration lente mais régulière du sort de ces Arabes ne saurait, du jour au lendemain, être remise en question.

La meilleure manière de situer le problème dans son contexte est d'abord de regarder la carte puis de laisser parler les chiffres.

Israël : 2.300.000 habitants dont 2.000.000 de juifs et 220.000 Arabes. Aux frontières, en Jordanie et Syrie, 500.000 à un million d'Arabes déplacés (l'estimation varie selon la provenance). Tout autour, à l'extérieur, 40, 50, 60 millions, une véritable mer arabe. Israël, ainsi conditionné, doit régler le problème de « ses » Arabes.

Difficultés d'adaptation

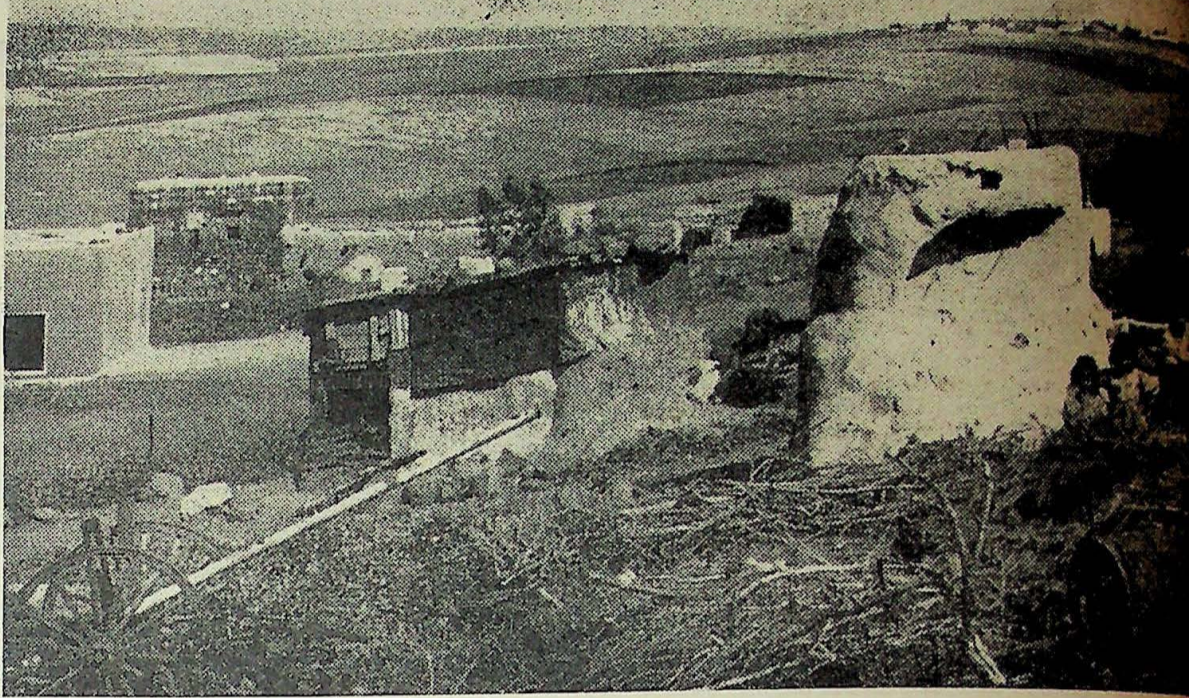
Comment se répartit, à l'intérieur, cette minorité que d'aucuns trouvent embarrassante ? Partie chrétienne, partie musulmane, elle est composée en majorité de paysans. Ils vivent entre eux dans des villages nombreux, surtout en Galilée, cultivant la terre qui leur appartenait dès avant la création de l'Etat juif. Quelques milliers de nomades sont en passe, petit à petit, de devenir sédentaires. Des artisans, des ouvriers en nombre croissant travaillent dans les villes, notamment Nazareth, Haïffa, Yafo (au sud de Tel-Aviv), le centre restant Nazareth, ville exclusivement arabe jusqu'à ces dernières années. Mais depuis peu se construit une Nazareth juive : Nazareth elith (elith, parce que sur la hauteur) dans le but d'équilibrer dans cette région la dominante arabe.

Où en est-on après quinze ans ? Chacun sait que l'intégration des minorités n'est pas mince affaire et de nombreuses populations, pour être juives, n'en posent pas moins d'évidentes difficultés d'adaptation les unes aux autres. Mais, compliquez le problème d'une question de sécurité — les Arabes israéliens se sentant, quoi qu'on fasse, solidaires des pays arabes environnants — nuancez-le d'un point de vue de pure humanité voire d'idéal socialisant, ajoutez-y de très valables objectifs politiques et assaisonnez d'un éventuel opportunisme électoral, vous comprendrez que même Israël risquerait fort d'y perdre son hébreu.

Encore que les contradictions entre ces divers impératifs, entre les positions respectives des parties, entre le comportement de l'homme et la politique d'un gouvernement soient assez inextricables, on peut constater que, bon an mal an, les Arabes finissent par acquiescer le minimum auquel tout homme devrait avoir droit.

Un légitime désir : être considérés comme égaux

De nombreux jeunes Arabes ont maintenant quitté la campagne et travaillent dans l'industrie où ils gagnent assez largement leur vie — tout au moins au regard de leurs besoins, habitués qu'ils sont depuis trop



Quelques milliers de nomades sont en passe de devenir

longtemps à vivre plus que modestement. Ils contribuent par leur aide au développement et à l'enrichissement de leurs villages ; les maisons bâties en dur se multiplient et il n'est pas rare d'y rencontrer des tracteurs. Ces mêmes jeunes gens relativement « riches » et avenants dans leur mise rapportent auprès des jeunes filles juives de nombreux succès (au grand dam des parents respectifs). Leur légitime désir d'être considérés comme égaux s'accroît de jour en jour. Malheureusement, ils sont cantonnés dans des travaux subalternes, logent en ville dans des conditions assez lamentables et forment, en réalité, un sous-prolétariat. Le décalage entre leurs possibilités économiques et leur position dans l'échelle sociale les marque fortement à un niveau individuel.

Quels sont les rapports avec la population juive ? Les juifs, dans leur ensemble, continuent de considérer cette masse arabe comme une épine douloureuse fichée dans « leur pays ». C'est presque une réaction organique, beaucoup moins marquée chez les jeunes, dépassée chez les intellectuels. Mais on se supporte. La nouvelle promotion des jeunes Arabes semblerait peut-être accroître chez certains l'animosité latente (« Et ils sortent avec nos filles ! »). Mais on ne doit pas oublier que ce ressentiment vient souvent de minorités juives, elles-mêmes longtemps opprimées et qui se sentent maintenant frustrées d'une revanche deux mille ans attendue.

Une situation qui dure depuis quinze ans

Sur le plan politique, comment se présente la situation ? De tous les partis, seul le Mapam (socialiste de gauche) se préoccupe depuis toujours de défendre les intérêts des ressortissants arabes d'Israël et les accepte en son sein. Seule position acceptable pour nous hommes de gauche, mais combien difficile à pratiquer sur le terrain.

Inlassablement des contacts sont pris avec les forces progressistes des pays arabes et, en janvier 63, un colloque international était organisé par la revue *New Outlook* dans la recherche de voies nouvelles pour la paix israélo-arabe.

Un autre parti de gauche, Ahdout Avodah, vient récemment de créer une section arabe. Le parti au pouvoir, le Mapai (centre gauche, 40 p. 100 des sièges au Parlement), semble n'avoir qu'une politique arabe assez confuse, soumise à diverses fluctuations que ses adversaires disent plus ou moins électoraux. Toujours est-il, et peut-être parce qu'une situation qui dure depuis quinze ans ne peut durer éternellement (dire le contraire serait aussi vrai), toujours est-il que la poussée s'accroît et une évolution positive paraît très réelle.

A l'échelon gouvernemental, un effort est fait sur le plan éducatif afin d'améliorer le niveau de l'enseignement dans les écoles arabes. Les éléments les plus aptes peuvent poursuivre des études supérieures et l'on commence à chercher des bases politiques dans l'intelligentsia arabe. Tout récemment vient de s'ouvrir le premier centre culturel judéo-arabe sous le patronage de la municipalité de Haïffa, municipalité particulièrement alerte soit, mais avec la bénédiction officielle.

De même, la Histadruth (organisation syn-

dicale unique très puissante et à majorité Mapai) s'occupe de plus en plus activement du sort des ouvriers arabes. Tant d'ailleurs par humanité que par intérêt bien compris : les ouvriers arabes inorganisés risquant de créer un prolétariat à bas salaires et concurrentiel. Et, depuis peu, les ouvriers arabes sont membres de la Histadruth à part presque entière (« presque » par un jeu assez complexe de non-appartenance à des œuvres économiques et sociales, mais le principe est acquis).

Systématiquement repoussés par les patrons juifs

Pour comprendre Israël, il est important de ne pas perdre de vue combien les mesures les plus normales en droit et sur le plan de la simple humanité peuvent avoir de répercussions dangereuses. Pour ne prendre qu'un exemple voyons dans quelle situation se trouvent les jeunes Arabes qui sont parvenus à terminer leurs études supérieures. Dans le secteur privé, ils sont presque systématiquement repoussés par les patrons juifs. Pour des raisons de sécurité, l'armée

LES CONDITIONS

LE cercle Bernard-Lazare conviait, il y a peu de temps, à entendre un expert d'un journaliste israélien, membre du MAPAM (parti socialiste israélien de gauche). Le camarade Y. Rash devait, semblerait-il, apporter quelques révélations sur « l'activité des savants allemands en Israël ».

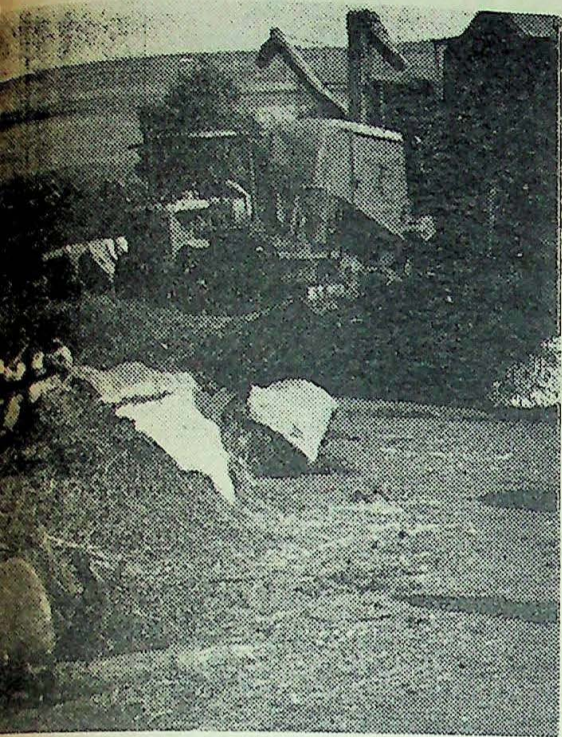
En réalité, peu de faits inédits furent révélés. On savait déjà qu'un certain nombre de savants allemands (Allemands nazis, ex-nazis, avaient travaillé, pendant le Troisième Reich, à la mise au point de la bombe atomique, des engins qui, s'ils avaient été réalisés à temps, eussent pu, vraisemblablement, influencer gravement sur le cours de la dernière guerre. Mais ces savants ne sont pas seuls sous le ciel égyptien. Ils sont accompagnés de savants et techniciens juifs, qui n'étaient pas en âge de servir les nazis avant l'effondrement du régime hitlérien, mais qui sont, aujourd'hui, comme leurs aînés, encore tout imprégnés de sentiments antisémitiques.

A cela, ajoutons deux éléments d'actualité importants : l'un est que le traité d'armistice interdit à l'Allemagne l'armement nucléaire, voire toute étude de mise au point dans cet ordre de choses. Rappelons-nous que, en 1918, l'Allemagne avait déjà, n'avait pas le droit de se réarmer avec certains matériels. On sait ce qu'il advint de cette interdiction. Or, l'Egypte est, pour l'Allemagne de Bonn, un terrain excellent pour poursuivre et mettre au point l'armement de demain.

L'autre argument, c'est que, dans le cadre d'une Europe gaullienne, où la

Le reportage photographique sur Israël a été réalisé par le
STUDIO ETHEL
82, bd Saint-Germain, Paris-5^e.

ion difficile



dentaires.

leur est interdite ainsi que les postes de haut fonctionariat. En bref, la nouvelle élite arabe trouve difficilement des débouchés en Israël. On assiste donc à un certain nombre de départs clandestins vers les pays arabes limitrophes et à quelques retours sous le discret uniforme d'agent secret. Il y a eu ces temps derniers arrestations de quelques groupes aux frontières, condamnation et même mort d'homme pris sur le vif et tentant de fuir. Outre que ce genre d'incident oblige les autorités israéliennes à renforcer leur surveillance et n'incite pas à trop de libéralisme, il en résulte une tension accrue entre les populations juive et arabe.

Une mesure vexatoire et inutile

Reste le problème du contrôle militaire. Son maintien, qui fit, il y a peu de temps, quelque bruit, ne semble pas particulièrement un pas en avant. L'état de contrôle militaire est une situation particulière qui soumet les Arabes à une demande d'autorisation pour beaucoup de leurs déplacements. Mais l'on sait que cette autorisation est pratiquement toujours accordée et que

ce contrôle est purement formel. L'on sait qu'il s'en est fallu d'une seule voix (arabe, d'ailleurs, et achetée sans doute) pour que ce contrôle ne soit supprimé. L'on sait que la majorité parlementaire est faible et que les voix des quatre députés arabes sont marginales. L'on sait que l'administration militaire (à dominante Mapai) apprécie les votes Mapai — et mieux vaut, quand on est Arabe, entretenir de bonnes relations avec l'administration militaire. On concevra donc aisément, comme me le suggérait un membre éminent du Mapam, « que le maintien de cette mesure vexatoire et inutile relevait plus d'un désir de pression électorale que d'un souci de sécurité ». A l'époque peut-être, mais pourtant ! La nouvelle R.A.U., les soulèvements pronassériens de Jordanie et la menace directe qui pèse sur Israël pourraient donner à ce régime une actualité d'une toute autre résonance.

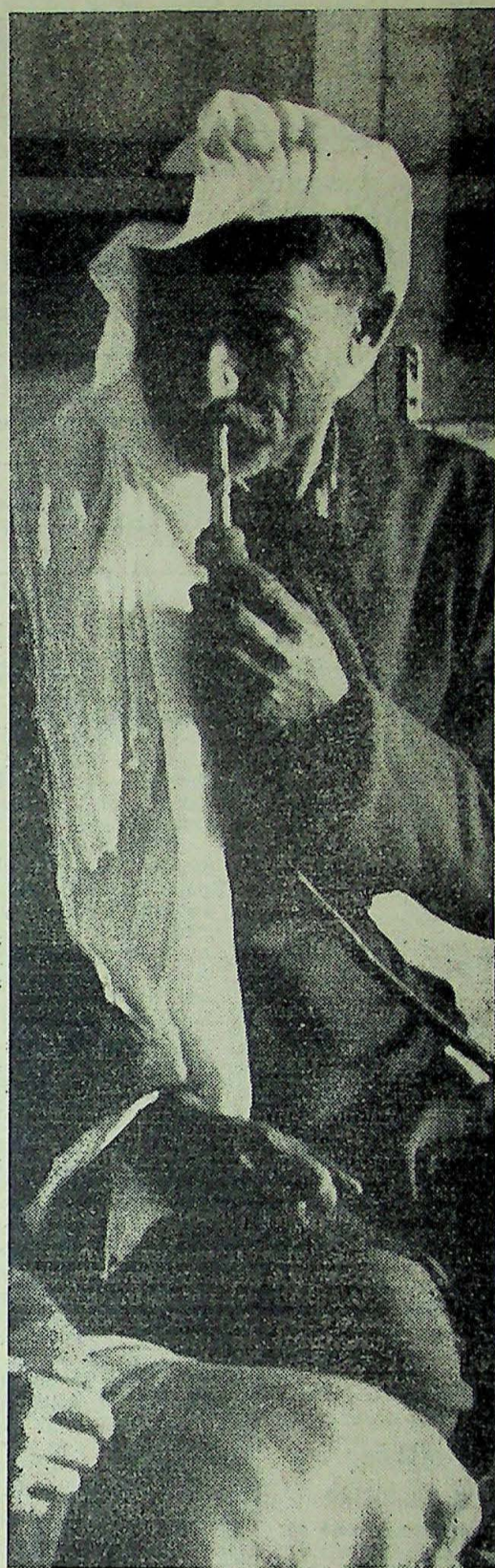
On ne peut, dans le cadre d'un article, qu'effleurer la complexité de tels problèmes, ceux passés et ceux à venir. Surtout dans un pays où trop d'éléments primordiaux sont étroitement liés à un contexte extérieur en perpétuelle évolution. Pour n'en citer que quelques-uns : l'importance d'Israël est fonction d'une immigration qui dépend, au premier chef, des conditions de vie des juifs à l'étranger. Sa stabilité financière dépend en grande partie de l'Amérique. Son existence propre, des révolutions dans les pays arabes environnants. Du jour au lendemain, Kennedy, bienfaiteur, devient l'ennemi n° 1, offrant à Nasser les pays arabes sur un plateau. Du jour au lendemain, l'un ou l'autre de ces pays arabes peut devenir belligérant et ces mêmes populations, que l'on tentait d'intégrer, deviendront des ennemis de l'intérieur. Un engrenage parmi d'autres, un problème parmi d'autres, le plus brûlant.

Seul, le Mapam...

Un minuscule territoire isolé au milieu de pays arabes agressifs, des juifs et des Arabes qui se sentent en Israël chez eux, des réactions instinctives au niveau des populations, des intérêts divergents au niveau du gouvernement et des partis, des positions d'humanité et de sécurité contradictoires, ont peut-être compris sinon admis les lenteurs et réticences dont fait preuve l'Etat juif face à un tel problème.

De plus en plus pourtant se répand l'idée que l'attitude la plus humaine serait aussi la plus féconde. Autrefois, seul le Mapam défendait un tel point de vue, mais aujourd'hui on pense beaucoup, en Israël, que des Arabes satisfaits à l'intérieur seraient les meilleurs porte-parole de paix à l'extérieur.

Ethel Blum.



Des ouvriers et artisans travaillent maintenant dans les villes.

D'ÉQUILIBRE AU MOYEN-ORIENT ENTRE JUIFS ET ARABES

matie s'appuie sur les puissances rapprochées de la France et de l'Allemagne, tout progrès de cette dernière vient renforcer le rêve de grandeur du chef de la première...

Le danger d'une collaboration germano-égyptienne

Les choses ne sont pas simples dans l'imbroglie mondial. Israël lui-même n'est pas exempt de contradictions. Le Parlement israélien a voté à l'unanimité une résolution dénonçant le danger de cette collaboration germano-égyptienne, laquelle ne peut être dirigée — dans l'immédiat — que contre Israël, dont la destruction est le seul élément d'union dans une Ligue arabe toujours divisée.

Mais alors pourquoi M. Ben Gourion a-t-il donné l'ordre de faire cesser la campagne antiallemande qui s'était développée devant le refus d'Adenauer de mettre fin aux activités néfastes de ses savants au Caire ?

Pourquoi ? Parce que Ben Gourion a adopté — peut-être avec l'appui d'une majorité — une politique résolument antinationaliste. Ben Gourion avait le choix, en matière de politique internationale entre celle des U.S.A. de Kennedy et celle du pacte franco-allemand de de Gaulle et Adenauer. S'il a choisi cette dernière solution, c'est, peut-être, parce que l'Allemagne de Bonn a payé à Israël de substantielles indemnités qui jusqu'à présent ont servi d'oxygène à l'économie israélienne (ce

que n'a jamais fait l'Allemagne orientale de Pankow). Aussi parce que l'Allemagne de Bonn est fournisseur et client d'Israël et lui fournit les armes tactiques qui lui font défaut.

On retrouve là le désaccord entre la politique de désarmement général — et celle de limitation immédiate — et la politique folle de poursuite vers la puissance atomique.

Car il n'y aura — au Moyen-Orient — aucune solution pacifique possible sans une politique résolument neutraliste et une désatomisation de toute cette partie du monde. Les grandes puissances courent à leur ruine dans cette volonté de puissance. Mais les Etats sous-développés et sous-industrialisés du Moyen-Orient risquent bien plus encore : leur perte physique. Sans cette politique de désatomisation, le Moyen-Orient est menacé d'une catastrophe qui mettra en danger le restant du monde.

L'oppression colonialiste

Nous assistons, au Moyen-Orient, à l'éveil d'un nationalisme qui sort des profondeurs de l'âme populaire arabe, laquelle souffrait jusqu'à présent de la frustration due à l'oppression colonialiste.

Réellement, ce nationalisme n'est pas le résultat de la politique nassérienne ; Nasser a eu l'habileté de le comprendre et de l'utiliser.

Paradoxe, peut-être, le Raïs passe pour être un élément modérateur au milieu des ennemis jurés d'Israël.

Tant que subsistera une division entre

les dirigeants arabes, il n'y aura certes aucune chance d'accord sur un règlement acceptable du problème d'Israël. La démagogie des leaders arabes est une des causes de leur impuissance.

Est-ce une chance pour l'Etat juif ?

Ce qui est certain, c'est que la division exclut tout espoir de voir la paix s'établir entre Israël et les pays arabes. Ce qui est certain, également, c'est que la guerre n'apportera aucune solution à un problème essentiellement politique. On en a eu la preuve après la victoire israélienne du Sinai.

Il faut absolument dégeler la situation au Moyen-Orient. Seule une politique de désatomisation peut y parvenir, ce qui n'implique aucunement le refus d'une recherche légitime de défense nationale.

Israël peut et doit prendre des initiatives hardies et généreuses. Par exemple : suppression du régime d'exception aux frontières qui brime inutilement les Arabes israéliens ; offre de règlement du problème des réfugiés et, immédiatement, rapprochement des familles ; modification de l'orientation de la politique internationale ; développement des initiatives pacifistes et politiques à l'égard des pays arabes dans la perspective d'une vie en commun avec tous les pays du Moyen-Orient.

Certes, Israël est, aujourd'hui, fort en état de se défendre contre tout agresseur, mais, demain, il lui faudra vivre avec ces Arabes qui, avec les Juifs regroupés sur la terre de Moïse, forment le peuplement de tout le Moyen-Orient.

B.-A. Brille.

ITALIE : APRÈS LES ÉLECTIONS, DIFFICULTÉS POUR LE CENTRE GAUCHE

Sur la foi des résultats partiels nous avons diagnostiqué, dans le numéro précédent de « T. S. », un léger recul de la démocratie chrétienne et quelques gains de la gauche. La publication des résultats complets permet maintenant de préciser le tableau. Le recul de la démocratie chrétienne est sérieux et prend, dans certains secteurs du nord de l'Italie, une allure de déroute.

ALGÉRIE : NOUVELLE ÉTAPE DE LA COOPÉRATION

Les modifications des rapports franco-algériens intervenus à la suite des entretiens Ben Bella-de Broglie des 1^{er} et 2^e mai ne doivent probablement pas grand-chose au fait que ceux-ci ont précédé immédiatement la venue à Alger du président Nasser. Visiblement, chacun des interlocuteurs a tiré les conclusions de la liaison de plus en plus ferme entre le peuple algérien et la direction Ben Bella dans le cadre d'une orientation socialiste constamment précisée et concrétisée.

La France retirera ses troupes avant la fin de 1964 et non en juillet 1965. Il est probable également qu'elle ne procédera plus à aucune explosion atomique aérienne au Sahara. D'autre part, si elle réduit d'un cinquième (20 milliards d'anciens francs) son aide financière, la moitié du reste (40 milliards d'anciens francs) pourra être utilisée à sa guise par le gouvernement algérien. Celui-ci, sans rejeter l'aide extérieure, ne manque pas de manifester nettement, en toutes occasions, qu'il ne veut pas y être asservi. A son appel, des centaines de milliers d'Algériens ont participé, le 21 avril, à la Journée de l'arbre, dont le succès permet d'envisager la réalisation en deux ans d'un plan de reboisement dont l'ancienne administration coloniale prévoyait l'étalement sur vingt ans.

Les comités de gestion, dont certains avaient été imposés soit par le Parti, soit par l'A.N.P. ou l'U.G.T.A., ou s'étaient imposés eux-mêmes, vont faire l'objet d'élections réellement démocratiques. Enfin, une grande campagne de solidarité nationale en vue de mettre fin « au chômage, au taudis, à la misère » a été lancée le 30 avril par le président Ben Bella, qui semble en attendre beaucoup, puisqu'il a déclaré à cette occasion : « Si nous avons trois cents milliards, nous construirons des usines. »

L'Algérie n'est plus un pays à forte minorité européenne, c'est une nation arabe. Les espoirs néo-colonialistes n'ont plus guère de chances de s'y trouver réalisés et l'on s'y tourne de plus en plus nettement, de plus en plus vite, vers un socialisme à la Castro (1).

En adoptant, pour la coopération, « une nouvelle vitesse de croisière », le gouvernement français ne fait que s'adapter à ces changements en tenant compte de la géographie.

Albert Roux.

(1) Dans la conférence qu'il donnait vendredi sous l'égide de l'Association d'amitié et de solidarité franco-algérienne, M^{rs} Yves Mathieu, du bureau d'animation du secteur socialiste, a particulièrement mis en lumière cet aspect de la Révolution algérienne, soulignant aussi la grande maturité des masses algériennes, résultat des initiatives et responsabilités que leur avait imposées la guerre.

L'avance de la gauche est assez importante, mais inégalement répartie : le parti social-démocrate de Saragat gagne beaucoup relativement à sa petite taille, le parti communiste augmente ses voix de près de 4 p. 100 alors que le P.S.I. recule. C'est dire qu'il faut porter des appréciations nuancées.

La D. C. a indéniablement perdu des voix sur sa droite, mais ce qui est remarquable, c'est qu'elle n'a pu en gagner sur sa gauche aux dépens du P.S.I. ou du P.C.I. Le P.S.I., de son côté, a perdu des voix sur sa droite qui se sont portées sur le P.S.D.I. de Saragat et sur sa gauche au profit des communistes. Il paie, par conséquent, ses équivoques et ses hésitations : les électeurs socialistes, convaincus de la justesse de la politique de centre gauche, ont voté P.S.D.I. pour faire pression sur lui en vue de l'amener à abandonner ses réserves, alors que ceux qui étaient très critiques à l'égard de l'ouverture à gauche ont voté communiste.

Le P.C.I., grand vainqueur

Le P.C.I., quant à lui, mord, pour la première fois, sur l'électorat D. C. populaire en même temps qu'il attire à lui des jeunes et des émigrés du sud. Il peut, à juste titre, se déclarer grand vainqueur du combat électoral.

Sur le plan gouvernemental, il n'y aura cependant pas de traduction de cette poussée à gauche. Selon toute vraisemblance, la D. C., sous la pression de son aile droite, se refusera à faire de nouvelles concessions sociales et à promouvoir de nouvelles réformes. Elle exigera, en outre, du P.S.I. qu'il distende encore un peu plus ses liens avec le P.C.I. Comme nous l'avions déjà noté la dernière fois on peut, par conséquent, prévoir un approfondissement des contradictions internes des formations de l'actuelle majorité gouvernementale. Le P.S.I., en particulier, risque de connaître, en juillet, un congrès très agité, Pietro Nenni n'ayant pas l'intention de renoncer à « l'ouverture à gauche ».

J.-M. Vincent.

[Le Bureau national du P.S.U. a publié le communiqué suivant sur les élections italiennes : Les résultats des élections italiennes qui traduisent, dans leur ensemble, un sensible glissement à gauche, confirment l'évolution générale des derniers mois en Europe occidentale.

Plus particulièrement, et tout comme en Allemagne, elles semblent annoncer la fin de la longue hégémonie de la démocratie chrétienne et un succès pour l'ensemble des forces se réclamant du socialisme, c'est-à-dire le P.S.I. et le P.C.I.

Le fait que le P.C.I. apparaisse comme ayant réalisé les principaux progrès électoraux, qu'il ait sans aucun doute bénéficié de nombreux suffrages de jeunes électeurs, indique qu'en Italie aussi l'axe d'un véritable rassemblement à gauche doit être l'alliance sans exclusives de toutes les forces socialistes.]

KHÉMISTI EST MORT

Malgré les soins qui lui furent prodigués, Mohammed Khémisti, qui fut sans doute le plus jeune ministre des Affaires étrangères du monde, est mort dimanche. On avait pu croire un moment que son assassinat était l'œuvre d'un groupe d'opposants au régime. L'enquête a montré qu'il s'agissait en fait d'un crime d'illuminé ayant agi seul.

Contrairement à ce qui avait

été insinué de divers côtés, la succession de Khémisti n'ouvrira pas de crise et s'inscrira dans le remaniement ministériel, déjà commencé, consécutif à la démission de Khider du secrétariat général du Bureau politique.

Le P.S.U. et « Tribune Socialiste » adressent à Mme Khémisti, ainsi qu'au gouvernement et au peuple algériens, ses condoléances émues.

Julliard

JULIEN CHEVERNY le carnaval des régents

Trente ans après le fameux ouvrage de Malaparte, *Technique du coup d'Etat*, Julien Cheverny analyse avec perspicacité les caractéristiques principales du césarisme contemporain et puise ses sources dans l'histoire moderne : Mussolini, Hitler, Salazar, Franco, etc...

" Une analyse perspicace et acérée du césarisme contemporain. " " France-Observateur " 12 F 60



ERNEST MANDEL traité d'économie marxiste

LE MARXISME EST-IL DÉPASSÉ? C'est à cette question entre plusieurs autres que tente de répondre Ernest Mandel. Cet important ouvrage, qui vient à son heure pour aider à faire le point, doit prendre sa place dans toute bibliothèque de l'homme du XX^e siècle.

2 forts vol. 45 F

DANIEL BOORSTIN l'image

Qu'est devenue la civilisation américaine? Que va devenir la nôtre? Allons-nous être des "hommes conditionnés"? 15 F

les cahiers de la TéléVision n° 5

Dans ce numéro, les Cahiers présentent une vaste enquête sur la télévision en province, une étude sur la liberté de l'information en Allemagne Fédérale et des textes de Jean Cau, Paul Morand, J.-P. Meville, Emmanuel Berl, Raymond de Becker, etc... Chroniques habituelles.

le n° 4 F 50

SOLJENTSYNE une journée d'Ivan Denissovitch

"... Un chef d'œuvre." Claude ROY
"Un livre admirable." R.P. RIQUET

"Soljenitsyne est un observateur précis, mesuré, que l'on devine très sûr, qui n'exagère pas les sentiments, ne recherche pas le pittoresque et dit volontiers le moins pour suggérer le plus".

Kléber HAEDENS "Nouveau Candide" 9 F 90

RICHARD KOHN



Collection "Il y a toujours un reporter"

"Richard Kohn a classé les textes de telle façon que nous pouvons suivre l'histoire comme un roman feuilleton ou comme un drame romantique avec le poison, le feu et le sang..."

Kléber HAEDENS 19 F 50

EVTOUCHENKO autobiographie précoce

9 F.

trois minutes de vérité

9 F.

poèmes



JULLIARD

